

# Pérou: Massacre des communautés indigènes de l'Amazonie et naissance d'un nouvel acteur politique, AIDSESEP

jeu, 09/07/2009 - 20:50 — ALDEAH

Le samedi 5 juin, date de la journée mondiale de l'environnement, le gouvernement péruvien a lancé une attaque armée d'une extrême violence contre les populations indigènes de l'Amazonie péruvienne pour les déloger d'un barrage installé sur une route de la province de Bagua, Amazonas, en signe de protestation face au refus de dialogue sur leur exigence d'abrogation de dix décrets législatifs attentatoires à leurs droits et à l'environnement.

Le résultat : 24 policiers décédés, et un nombre important d'indigènes dont le chiffre exact est sujet à controverse, car si le gouvernement reconnaît la mort de 9 personnes, l'enquête de l'association de droits humains APRODEH compte 60 disparus. Des témoignages parlent de nombreux cadavres brûlés et jetés dans des fleuves depuis des hélicoptères, ainsi que de fosses communes. Plus de 300 membres des communautés indigènes ne sont pas retournés chez eux après le massacre, où sont-ils passés? Toutes les hypothèses circulent. Le rapporteur de l'ONU qui s'est déplacé à Bagua a reçu ces réclamations.

## ***Les enjeux du conflit***

Les communautés indigènes natives de l'Amazonie péruvienne, rassemblées dans l'Association Interethnique pour le développement de la forêt péruvienne (AIDSESEP), avaient entamé depuis le 9 avril 2009 une grève générale en réponse à la politique néolibérale du gouvernement d'Alan Garcia et ses conséquences. Elles dénonçaient notamment l'adoption, dans le cadre de la mise en œuvre des Traités de Libre Commerce signés avec les Etats Unis et avec la Chine et en vue du futur Accord d'Association avec l'Union européenne, d'un paquet de décrets législatifs (DL) qui menacent les droits des populations autochtones de l'Amazonie et la biodiversité de la forêt. Ils s'insurgeaient contre la mise en vente de 10 millions d'hectares de terre de la forêt au profit des filières d'agro-carburants, de la capture de carbone, des cultures transgéniques et de la biopiraterie. Elles manifestaient leur indignation face à la parcellisation de 70% de l'Amazonie péruvienne en lots attribués par le gouvernement aux multinationales pour la prospection et/ou l'exploitation d'hydrocarbures et de minerais. Ces lots se trouvent en grande partie dans des zones classées «réserves naturelles » ou sur les territoires habités par les peuples indigènes. Les impacts de cette exploitation sur l'environnement et la santé des populations sont d'une extrême gravité. Elles souhaitaient enfin dénoncer la pauvreté : près du 59% d'indiens de l'Amazonie vivent en dessous du seuil de pauvreté. Dans les

communautés Awajún et Wampis de la province de Condorcanqui, celles qui ont subi le massacre, 72.6% des enfants souffrent de malnutrition.

### ***Pérou : pays méga-divers***

Paul Krugman, prix Nobel d'Economie 2008, déclarait que l'économie post-crise se basera sur quatre ressources fondamentales : eau, énergie, biodiversité et terres pour la production d'aliments à bas prix [1]. Justement, au Pérou, on trouve ces ressources en abondance. L'ONU classe le Pérou parmi les 20 pays « méga-divers », les plus riches en biodiversité au monde. Le Pérou possède 84 des 104 écosystèmes existants, la deuxième forêt tropicale de l'Amérique latine et la 4ème du monde, et 10% de la flore mondiale (plus de 25.000 espèces de plantes). Le pays se trouve au premier rang mondial pour le nombre d'espèces d'oiseaux (1816 espèces, soit 20% d'espèces d'oiseaux de la planète), de poissons marins et continentaux (près de 2.000 espèces), de plantes utilisées pour la médecine et l'alimentation (4400 espèces). De plus, la forêt amazonienne est un rempart contre le réchauffement de la planète et territoire d'une grande diversité culturelle.

### ***Derniers combats des indigènes de l'Amazonie contre les multinationales***

Les peuples de l'Amazonie occupent pour la première fois le devant de la scène politique lors des mobilisations de juillet-août 2008 contre les décrets législatifs 1015 et 1073 qui visaient à faciliter la vente des terres de communautés indigènes aux investisseurs privés. Alors que les mobilisations précédentes des organisations sociales, syndicales de zones urbaines et des communautés indigènes des plateaux andins s'essoufflaient, l'irruption de l'AIDSEP en août 2008 renversera la vapeur jusqu'à obtenir l'abrogation de ces deux décrets législatifs. C'est à l'occasion de cette première victoire que les Péruviens découvrent l'AIDSEP, devenue aujourd'hui un acteur politique de premier plan.

A partir de décembre 2008, les populations Awajun et Wampis de la province de Condorcanqui, département d'Amazonas, recommencent leur combat pour le retrait de l'entreprise minière canadienne Dorato SAC de leurs territoires. L'exploitation du cuivre, de l'or et de l'uranium menaçait de pollutions graves la zone de la cordillère du Condor, les fleuves Sawientza, Comaina, Marañón et Amazonas, et le Parc National Ichigkat Muja, la zone réservée Santiago-Comaina et la Reserve Communale Tuntanain. L'entreprise Dorate s'était installée dans des campements de l'armée péruvienne à Tambo et Ciro Alégria pour réaliser ses activités de prospection sous la protection de l'armée.

Depuis le début de l'année 2009, les indigènes ont réalisé de nombreuses actions pour la défense de leurs droits et de l'environnement, contre notamment le groupe pétrolier Franco-britannique Perenco, l'entreprise argentine Pluspetrol Norte S.A. en Loreto (48 accidents pétroliers entre 2006 et 2008) et l'espagnole Repsol YPF dans le bassin de Napo.

### ***Situation actuelle et perspectives***

Suite à la forte mobilisation nationale et internationale, le gouvernement péruvien s'est vu obligé d'abroger deux autres décrets législatifs les plus contestés [2] : le DL1090 sur la loi forestière et de la faune silvestre, qui laissait en dehors du régime forestier 45 millions d'hectares - 60% ! - de la forêt péruvienne pour les donner en concession aux entreprises privés, et le DL1064 sur le régime juridique pour les terres à usage agraire, qui changeait l'usage des terres des peuples indigènes sans leur avis ni autorisation, pour laisser place aux oléoducs, gazoducs et installations pour l'exploitation minière et pétrolière. Le premier ministre a annoncé sa probable démission, le Président a reconnu que le gouvernement n' pas respecté la convention 169 de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux dont le Pérou est signataire.

Aujourd'hui, les peuples indigènes de l'Amazonie sont devenus les principaux acteurs de la lutte politique, économique, sociale, culturelle et écologique au Pérou. Ils ont signé pour la première fois un pacte d'unité historique et irréversible avec les indigènes andins. Ils fédèrent les luttes sociales, syndicales et paysannes de toutes les régions du Pérou. L'espoir d'un autre monde au Pérou est né dans l'Amazonie. L'utopie s'est installée dans la forêt.

*par Helia CACERES, FAL*

Article paru dans le FAL MAG 97 [www.franceameriquelatine.org](http://www.franceameriquelatine.org)